

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 31/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2023

Contexte et constats

Publié sur



SCHROLL Colmar

26 RUE EDOUARD BRANLY
68000 Colmar

Références : 0006700582_2023_07_25_SchrollColmar_ViSuiviéchéances
Code AIOT : 0006700582

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2023 dans l'établissement SCHROLL Colmar implanté 26 RUE EDOUARD BRANLY ZI EST 68000 Colmar. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre des suites de la visite du 06 octobre 2022 et des mises en demeure du 08 décembre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHROLL Colmar
- 26 RUE EDOUARD BRANLY ZI EST 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006700582
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation assure des activités de tri, de regroupement et de transit de déchets non dangereux. Les déchets admis sur le site sont essentiellement constitués de papier/cartons et de plastiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- moyens incendie et confinement des eaux d'extinction ;
- traçabilité des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|--|--|---|-----------------------|
| 1 | Organisation des îlots de stockage (mise en demeure du 08 décembre 2022) | AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 2 | / | Amende, Astreinte, Prescriptions complémentaires | |
| 2 | Fiche d'information préalable (mise en demeure du 08 décembre 2022) | AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 3 | / | Astreinte | |
| 3 | Registre chronologique des déchets entrants (Mise en demeure du 08 décembre 2022) | AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 2 | / | Astreinte | |
| 4 | Registre chronologique des déchets sortants (Mise en demeure du 08/12/2022) | AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 3 | / | Astreinte | |
| 6 | Réseau incendie | Arrêté Préfectoral du 31/12/1996, article 13 | / | Prescriptions complémentaires | |
| 7 | Confinement des eaux d'extinction | Arrêté Préfectoral du 31/12/1996, article 30.3 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------|---|--|-------------------|
| 5 | Moyens incendie | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant n'a pas remédié aux mises en demeure :

- les dimensions des îlots de stockage situés le long de la limite nord ne respectaient pas les prescriptions ;
- la fiche d'information préalable n'a pas été mise en place ;
- l'exploitant ne dispose pas de registres des déchets entrants et sortants en temps réel.

Par ailleurs, il a été constaté :

- qu'une partie du volume de rétention a été supprimée et que le volume prévu n'est plus disponible ;
- qu'une vanne d'isolement n'était pas aisément manoeuvrable.

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité.

Des prescriptions complémentaires sont également proposées afin que l'exploitant transmette les éléments nécessaires pour préciser certaines prescriptions concernant :

- la hauteur des îlots de stockage ;
- le volume d'eau nécessaire pour l'extinction en cas d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation des îlots de stockage (mise en demeure du 08 décembre 2022)

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des îlots de stockage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 10.1.2 de l'arrêté du 31 décembre 1996 susvisé :</p> <p>« Les stocks de papiers ou plastiques triés et conditionnés en balles pourront être entreposés le long de la limite de propriété côté nord, à condition de constituer des blocs séparés par des couloirs de 3 mètres. La taille maximum d'un bloc sera de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ profondeur : 10 m ; ▪ largeur : 5 m ; ▪ hauteur : 0,5 m en dessous de la clôture » |
| <p>Constats : Il a été constaté que les stockages disposés le long de la limite nord ne respectent pas les dimensions prescrites (voir photos au I. de l'annexe) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'îlot des bouteilles plastiques faisait plus de 18 m de longueur et sa largeur était supérieure à 5 m (environ 9 m) ; • l'îlot voisin était distant de moins de 3 m ; • l'îlot des cartons faisait également plus de 5 mètres de largeur ; • d'autres îlots étaient distants de moins de 3 m. <p>En outre, aucune disposition n'est mise en place sur le site pour assurer le respect des prescriptions (absence de matérialisation des îlots).</p> <p>Concernant la hauteur des stocks, il a été constaté qu'elle est supérieure à la hauteur de la clôture (voir photos en annexe).</p> <p>L'exploitant a indiqué que les balles de déchets sont entreposées sur 3 niveaux et que cette hauteur est inférieure à la hauteur du filet anti-envol. A cet égard, l'Inspection considère que le filet anti-envol n'est pas à prendre en compte dans la hauteur de la clôture.</p> |
| <p>Observations :</p> <p>Observation 1 : La prescription relative à la hauteur des stocks nécessite d'être précisée (hauteur à déterminer par rapport au sol) pour les motifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la hauteur de la clôture est susceptible d'évoluer dans le temps, ce qui ne garantit pas la pérennité de l'objectif initial en termes de limitation de la hauteur des stocks ; |

| |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> la clôture ne constitue pas une barrière contre les effets d'un incendie ; <p>A cet égard, il est proposé de prescrire à l'exploitant la transmission d'une étude, dans un délai de deux mois, comportant tous les éléments d'appréciation nécessaires afin de préciser cette prescription (proposition d'une hauteur ne conduisant pas à des effets inacceptables à l'extérieur du site et modélisation associées).</p> <p>Observation 2 : L'Inspection relève que des non-conformités relatives à cette prescription sont régulièrement constatées au cours des contrôles réalisés sur ce site :</p> <ul style="list-style-type: none"> 06 octobre 2022 (cf rapport du 24 octobre 2022 donnant lieu à la mise en demeure du 08 décembre 2022) ; 03 juillet 2014 (cf rapport du 17 juillet 2014, donnant lieu à la mise en demeure du 06 août 2014) ; 25 janvier 2008 (cf rapport du 31 janvier 2008) ; 11 juillet 2002 (cf rapport du 22 juillet 2002). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Amende, Astreinte, Prescriptions complémentaires |

N° 2 : Fiche d'information préalable (mise en demeure du 08 décembre 2022)

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 3 |
| Thème(s) : Autre, Fiche d'information préalable |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions des points II et III de l'article 13 de l'arrêté du 06 juin 2018 susvisé :</p> <p>« II. Procédure d'information préalable</p> <p><i>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</i></p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. <p>[...]</p> <p><i>L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.</i></p> <p>III. Procédure d'admission</p> |

| |
|--|
| <p>[...]</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <p>- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité »</p> |
| <p>Constats : Ce point n'a pas pu être contrôlé le jour de la visite. Il a fait l'objet d'un échange téléphonique le lendemain avec l'animateur QSE.</p> <p>Il a été constaté que l'exploitant n'a pas mis en place de fiches d'information préalable.</p> <p>Il a été indiqué que des démarches ont été engagées et que des développements informatiques sont en cours pour assurer la gestion informatique des fiches d'information préalable.</p> <p>Il a été indiqué que la mise en place est envisagée en septembre.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Astreinte</p> |

N° 3 : Registre chronologique des déchets entrants (Mise en demeure du 08 décembre 2022)

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 2</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Registre chronologique des déchets entrants</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 1 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé :</p> <p>« Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>[...]</p> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <p>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</p> <p>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</p> <p>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ».</p> <p>Constats : Ce point n'a pas pu être contrôlé le jour de la visite. Il a fait l'objet d'un échange téléphonique le lendemain avec l'animateur QSE.</p> <p>L'exploitant dispose d'un système informatisé pour le suivi et l'enregistrement des déchets entrants.</p> <p>Il est en capacité d'extraire à tout instant un listing des entrées de déchets (liste par clients, avec les quantités de déchets entrantes et leur description littérale, ...).</p> <p>Ce document ne comporte pas toutes les informations prévues (codes déchets, codes du traitement opéré, SIRET, ...).</p> <p>En outre, les documents présentés par l'exploitant comportent des entrées de déchets dangereux qui, dans les faits, sont déposés sur le site situé rue Prunier (apports réalisés par des producteurs initiaux ne disposant pas de badge). L'exploitant indique que des améliorations sont également à l'étude à ce sujet.</p> <p>Il a été indiqué, qu'en l'état, un registre pour un mois ne peut être édité qu'à partir du 7 du mois suivant. Il a également été indiqué que ces documents ne comportaient pas les numéros SIRET</p> |

| |
|---|
| (producteurs, transporteur, ...). D'après l'exploitant, l'intégration de ces éléments est prévue pour fin 2023. |
| En l'état, l'exploitant ne dispose pas d'un registre des déchets entrants comportant tous les éléments prévus en temps réel. Ce constat constitue une non-conformité. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Astreinte |

N° 4 : Registre chronologique des déchets sortants (Mise en demeure du 08/12/2022)

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 3 |
| Thème(s) : Autre, Registre chronologique des déchets sortants (Mise en demeure du 08 décembre 2022) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 1 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé :</p> <p style="padding-left: 40px;"><i>« Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</i></p> <p style="padding-left: 40px;">[...]</p> <p style="padding-left: 40px;">c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets". - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ». |
| <p>Constats : Ce point n'a pas pu être contrôlé le jour de la visite. Il a fait l'objet d'un échange téléphonique le lendemain avec l'animateur QSE.</p> <p>L'exploitant dispose d'un système informatisé pour le suivi et l'enregistrement des déchets sortants. Il est en capacité d'extraire à tout instant un listing des sorties de déchets. Ce document ne comporte pas toutes les informations prévues (codes déchets, codes du traitement opéré, SIRET, ...).</p> <p>Il a été indiqué, qu'en l'état, un registre pour un mois ne peut être édité qu'à partir du 7 du mois suivant. Il a également été indiqué que ces documents ne comportaient pas les numéros SIRET (producteurs, transporteur, ...). Leur intégration est prévue pour fin 2023.</p> <p>En l'état, l'exploitant ne dispose pas d'un registre des déchets sortants en temps réel comportant tous les éléments prévus. Ce constat constitue une non-conformité.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Astreinte |

N° 5 : Moyens incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - [...] - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. [...] - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. [...] |
| Constats : La visite du 06 octobre 2022 avait donné lieu aux constats suivants : <ul style="list-style-type: none">• la réserve de sable ne comportait pas de pelle ;• des extincteurs n'étaient pas disposés dans toutes les zones à risque (partie ouest, à proximité du nettoyeur haute pression) ;• le Robinet Incendie Armé situé en partie ouest du hall n'était pas aisément manœuvrable compte tenu de l'endommagement du capotage de protection ;• les extincteurs situés à proximité de la presse n'étaient pas bien visibles (3 extincteurs stockés dans une poubelle, un extincteur recouvert de poussière) et pas situés au niveau de l'affichage mis en place. Il a été constaté au cours du contrôle que : <ul style="list-style-type: none">• des extincteurs ont été ajoutés en partie ouest ;• un pot de fleur vide a été ajouté dans la réserve de sable. L'Inspection a constaté que celui-ci comporte des orifices importants au niveau de sa base ;• le capotage du RIA du hall a été supprimé, celui-ci est maintenant accessible ;• les extincteurs situés à proximité de la presse sont visibles et correctement signalés. |
| Observation : Concernant la réserve de sable, il convient que l'exploitant y associe un outil adapté dans un délai de quinze jours et qu'il transmette les justificatifs à l'Inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Réseau incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/1996, article 13 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Réseau incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, et entretenus en bon état de fonctionnement en particulier : [...] - d'un réseau incendie maillé d'eau permettant d'alimenter avec un débit suffisant des poteaux d'incendie normalisés, des robinets d'incendie armés, des prises d'eau ou de tous autres matériels fixes ou mobiles situés à l'extérieur des bâtiments. L'ensemble du réseau devra pouvoir fonctionner normalement en période de gel ; |

| |
|---|
| Tous ces équipements ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz, ...) seront bien repérés et facilement accessibles. |
| <p>Constats : Ce point n'a pas pu être contrôlé le jour de la visite. Il a fait l'objet d'un échange téléphonique le lendemain avec l'animateur QSE.</p> <p>Lors du contrôle du 06 octobre 2022, le débit du poteau incendie situé à l'entrée du site n'avait pas pu être précisé.</p> <p>Lors de l'entretien téléphonique du 26 juillet avec l'animateur QSE, il a été justifié que des essais ont été réalisés le 06 octobre 2022 sur le poteau privé situé à l'entrée du site. Ils ont conclu à un débit d'environ 30 m³/h à 1 bar.</p> <p>Il a toutefois été indiqué que plusieurs poteaux incendie du réseau public sont présents à proximité du site. Les débits disponibles sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • poteau 6806600224 : 120 m³/h ; • poteau 6806600226 : 138 m³/h ; • poteau 6806600227 : 112 m³/h. <p>Les deux premiers poteaux sont situés à moins de 100 mètres de l'entrée principale du site. Le troisième est situé à 100 m du site en accédant par un petit portillon situé à l'est.</p> <p>Le caractère suffisant du débit disponible n'a pas pu être justifié.</p> |
| <p>Observation : Lors du contrôle du 06 octobre 2022, il a été demandé à l'exploitant de justifier que le débit disponible au niveau du site est bien adapté aux besoins de l'installation (ex : calcul D9). Aucun élément n'a été apporté à ce sujet.</p> <p>En conséquence, il est proposé de prescrire à l'exploitant la réalisation d'une évaluation relative aux moyens nécessaires en cas d'incendie, dans un délai de deux mois.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Prescriptions complémentaires |

N° 7 : Volume de confinement des eaux d'extinction

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/1996, article 30.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Volume de confinement des eaux d'extinction |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume constitué par les fosses de réception des marchandises, les points bas des aires de stockage et les canalisations d'évacuation correspondant à un volume de 240 m³ devront être aménagés pour servir de bassin de confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie.</p> <p>Les vannes d'obturation situées en bout de canalisation devront pouvoir en cas de sinistre, être facilement manoeuvrées par le personnel ou les services de secours</p> |
| <p>Constats : A l'issue du contrôle du 06 octobre 2022, il a été indiqué, par courriel du 20 octobre 2022, que la rétention des eaux d'extinction est assurée dans deux fosses (fosse presse de 152 m³ et fosse BRT de 88,4 m³).</p> <p>Au cours du contrôle, il a été indiqué que la fosse BRT a été bétonnée.</p> <p>Dans ces conditions, le volume prescrit n'est plus disponible en l'état.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité.</p> <p>Concernant les vannes d'isolement, il a été constaté que les piquets mis en place à l'issue du contrôle du 06 octobre 2022 pour matérialiser la vanne située côté ouest ont été enlevés. La vanne était dégagée et la clé de manoeuvre était bien située à proximité, mais l'emplacement de la vanne était peu visible du fait des papiers présents au sol et le sens de manoeuvre de la clé n'était pas</p> |

indiqué.

Dans ces conditions, la vanne ne peut pas être facilement manoeuvrée par les services de secours.

Observation : L'accessibilité de la vanne de manoeuvre a déjà fait l'objet d'observations à plusieurs reprises à la suite des contrôles de l'Inspection comme rappelé dans le rapport du 06 juillet 2020 :

"Caractérisation des faits : Non conforme

Le confinement des eaux d'extinction d'incendie est obtenu par la fermeture de deux vannes d'obturation située en bout de canalisation. Au moment du contrôle, une des deux vannes n'était pas opérationnelle et ne pouvait pas être facilement manoeuvrée par le personnel en cas de sinistre. En effet, cette vanne était recouverte par des stockages ce qui ne la rendait plus accessible et la clé de manoeuvre était dissimulée dans un endroit peu visible et sans signallement.

Cette observation a déjà été faite lors du contrôle du 18 juillet 2012 mais l'exploitant ayant corrigé cette situation pendant l'inspection, aucune sanction n'avait été proposée à l'issue du contrôle.

Proposition de suites :

Les mesures prises par l'exploitant (marquage au sol) ne sont pas suffisantes pour garantir l'accessibilité à la vanne d'obturation des eaux pluviales. Un dispositif constitué d'un obstacle empêchant de couvrir la vanne concernée doit être mis en place. Un délai d'un mois est accordé pour réaliser cet aménagement. Un projet d'arrêté de mise en demeure est proposée compte-tenu du renouvellement de cette infraction".

Compte tenu des dispositions présentées par l'exploitant à la suite de ce contrôle, la mise en demeure n'avait pas été notifiée.

Type de suites proposées : Avec suites

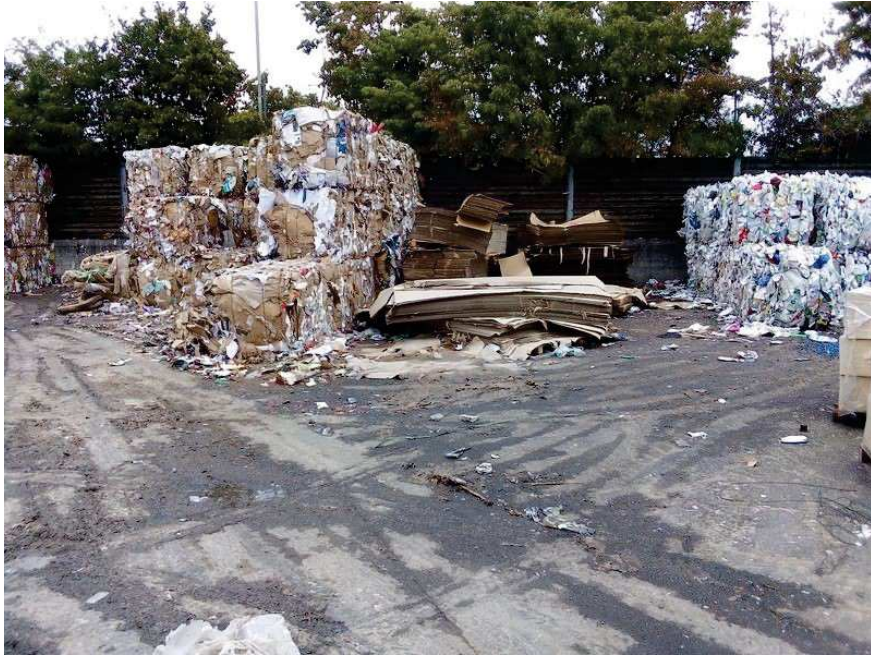
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

ANNEXE

I. Zones d'entreposage des matériaux





II.Vanne d'isolement

situation le 25 juillet 2023



situation le 20 octobre 2022

